

PLANÈTE

L'agriculture urbaine bruxelloise aussi est en souffrance

Elle fait peu parler d'elle mais, en 2022, elle a produit 470 tonnes de nourriture qui ont essentiellement bénéficié aux habitants de la capitale. Mais les revenus des agriculteurs sont faibles et des problèmes fonciers se posent.

REPORTAGE
FRÉDÉRIC DELEPIERRE

Il est une exception en Région bruxelloise. Au milieu des champs et des serres du Chant des Cailles, à Watermael-Boitsfort, Martin Philippart est agriculteur professionnel. Ils ne sont qu'une poignée dans la capitale, même si 400 personnes sont impliquées, même à temps partiel, dans la filière agricole. A l'instar de leurs collègues wallons, flamands et européens, il peine à joindre les deux bouts et subit de nombreuses contraintes. Au milieu de la colère qui s'exprime depuis près d'un mois, leurs spécificités font que leur voix se fait difficilement entendre. A l'approche des élections, ils haussent aujourd'hui le ton.

« Notre ferme du Chant des Cailles est un projet d'agriculture urbaine et locale », explique Martin. « Installée au milieu du Logis-Floréal, une société coopérative de logement social, elle est ouverte à tous les habitants. Nous sommes quelques agriculteurs professionnels qui travaillent avec des citoyens, des coopérateurs sur une terre qui appartient au Logis-Floréal avec lequel nous avons signé une convention. Ça rend les choses difficiles car on ne peut pas envisager une activité sur le long terme. »

« Chez nous, on produit des légumes, des fruits et des herbes aromatiques », poursuit l'agriculteur. « On pratique aussi l'élevage de brebis dont on vend et transforme le lait en fromages et en yaourt. Nous avons aussi une épicerie participative, des poulaillers et des activités pédagogiques et sociales. Nous avons aussi un projet de fleurs à couper. »

Un circuit court fort

Un tel projet permet-il à un agriculteur d'en vivre ? « Le but premier est que professionnels et citoyens expérimentent ensemble une transition écologique, démocratique, sociale, relationnelle et économique vers un monde durable, participatif et solidaire. Quant à la viabilité, c'est une notion relative. Il est assez difficile de s'accorder un revenu même si nous avons l'avantage d'être à Bruxelles où le réseau de commercialisation en circuit court est assez fort. Nous pouvons aussi compter sur des petits commerces chez qui nous écoulons une vingtaine de pourcents de notre production. »

« L'agriculture d'aujourd'hui et de demain doit être à la fois écologique et viable économiquement », réagit Gaëtane Charlier, coordinatrice de la Fedeau, la Fédération bruxelloise des professionnels de l'agriculture urbaine. Mais les agriculteurs qui produisent notre nourriture font face à une précarité inacceptable qui doit cesser alors que leur production bénéficie directement à plus de 85.000 personnes chaque année. Le revenu médian brut d'un agriculteur bruxellois atteint à peine 1.200 euros/mois. Soit 500 euros en moins que ce que prévoit la commission paritaire pour les travaux techniques agricoles et horticoles, et 750 euros en moins que le salaire minimum bruxellois. »

L'une des raisons des difficultés de l'agriculture bruxelloise est due au re-



fus de la Région d'intégrer la PAC. « En agissant de la sorte, les pouvoirs politiques ont renoncé aux financements européens pour soutenir leur agriculture », déplore Gaëtane Charlier. « Par conséquent, ils financent uniquement sur fonds propres la production alimentaire ainsi que les services écosystémiques, climatiques, sociaux et économiques associés. Les moyens sont donc insuffisants. Par ailleurs, la pression foncière est telle qu'il est extrêmement difficile pour un jeune producteur de trouver un terrain pour pouvoir s'installer de manière pérenne. »

Des hectares à convertir

« Nous demandons donc à la Région bruxelloise d'augmenter de manière significative le financement alloué à l'agriculture urbaine durable », ajoute la coordinatrice de la Fedeau. « Nous exigeons aussi une politique foncière favorisant davantage l'installation pérenne d'agriculteurs durables. »

Pour tenter de convaincre les autorités bruxelloises, Gaëtane Charlier sort sa calculatrice. « En 2022, les agriculteurs bruxellois ont produit plus de 470 tonnes de nourriture de qualité », avance la jeune femme. « La production de fruits et légumes, produite sur 0,1 % du territoire de la Région, a doublé en quatre ans jusqu'à nourrir 0,3 % de la population. Réaliser les objectifs de la stratégie Good Food 2 signifie qu'en 2030, 1 % de la population pourrait être nourri en fruits et légumes, à partir de 0,4 % de son territoire. Et ce, sans compter les nouvelles productions hors sol, les potagers citoyens, et l'agriculture périurbaine de Bruxelles. »

Et la coordinatrice de la Fedeau de conclure. « En dehors des hectares alloués à l'agriculture urbaine, Bruxelles compte 230 hectares cultivés conventionnellement pour de l'élevage et des cultures de céréales destinés aux marchés nationaux et internationaux. Faire transitionner ces activités vers une agriculture durable qui nourrit la ville permettrait de fournir jusqu'à 5 % des Bruxellois en fruits et légumes, sur 1,5 % du territoire. Une telle production serait remarquable pour une capitale occidentale. »

Après plus de dix ans passés à cultiver la terre de la ferme du Chant des cailles, Martin Philippart peine à s'octroyer un revenu décent. © SYLVAIN CRASSET.



Bruxelles compte 230 hectares cultivés de manière conventionnelle et destinés aux marchés nationaux et internationaux. Faire transitionner ces activités vers une agriculture durable permettrait de fournir jusqu'à 5 % des Bruxellois en fruits et légumes

Gaëtane Charlier
Coordinatrice de la Fedeau

”

bande de Gaza Le calvaire du médecin Ahmed Moghrabi à Rafah

BAUDOUIIN LOOS

Dans la bande de Gaza, les cas des plus pathétiques se multiplient depuis quatre mois. Celui du chirurgien Ahmed Moghrabi frappe par les épreuves qu'il a subies. Voilà un médecin qui habitait Deir el-Balah, dans le centre du petit territoire, dont la maison avait été détruite, et qui l'avait obligé, comme des milliers d'autres personnes, à déplacer sa famille à l'hôpital Al-Nasser, à Khan Younés, plus au sud, où il travaillait déjà comme chef de service au département de chirurgie plastique et des grands brûlés.

« Ceux qui mettaient le nez dehors devenaient la cible de snipers », raconte-t-il à son amie belge, la réalisatrice Delphine Noels. « La cour de l'hôpital s'est muée peu à peu en cimetière. A l'hôpital, on manquait de tout. Notamment de nourriture et d'eau. L'armée israélienne se montrait de plus en plus agressive. On sentait qu'elle s'apprêtait à envahir les lieux. Un jour, alors qu'ils étaient en pleine opération, des snipers ont tiré sur l'équipe d'Ahmed et ont touché son infirmier. »

« Evacuez, animaux ! »

L'armée israélienne n'a pas cessé d'insister : « Un matin, des drones ont intimé l'ordre d'évacuer complètement l'hôpital. "Evacuez ! Evacuez, vous, animaux !", répétaient-ils en arabe. Dans la plus grande panique, Ahmed et sa famille ont tenté une nouvelle fois de sortir de l'hôpital. Mais la foule qui cherchait à fuir s'est retrouvée coincée. Les gens sont restés pendant environ six heures debout en proie aux

moqueries des soldats israéliens qui les filmaient en riant. Les enfants criaient et pleuraient. La femme d'Ahmed s'est évanouie. Ahmed a finalement décidé de retourner dans l'hôpital. Dans la nuit, l'armée est passée à l'attaque. Des tanks israéliens ont tiré sur un des bâtiments provoquant un nouvel épisode de terreur et de chaos. Ahmed a filmé la scène, il l'a postée sur Instagram. »

Le lendemain, le médecin parvient à quitter l'hôpital avec les siens. Cela, malgré le passage difficile d'un checkpoint israélien qui a duré plusieurs heures et l'angoissante arrestation d'une partie des hommes. « Ahmed a finalement réussi à rejoindre Rafah. Il est sous tente avec sa famille. Ils souffrent du froid. Ils n'ont accès à rien. Pas d'électricité, pas d'internet. On connaît les intentions de l'armée israélienne à Rafah... »

Un visa via un employeur ?

Delphine Noels veut tout faire pour sauver le chirurgien. « Il serait possible de contribuer à faire sortir Ahmed de la bande de Gaza légalement. Un employeur belge peut introduire une demande de visa depuis la Belgique. Cela signifie que si un service hospitalier, un cabinet médical, une université lui proposait un emploi, Ahmed pourrait être évacué de la bande de Gaza. Sa vie serait sauvée. Ahmed est un chirurgien exceptionnel, multidiscipliné, ayant travaillé pour MSF et disposant de lettres de recommandation multiples et très élogieuses. Il peut aussi donner des cours. Il serait tout à notre honneur, à l'honneur de notre pays, de contribuer à sauver la vie de cet homme. »

Si un service hospitalier, un cabinet médical, une université lui proposait un emploi, Ahmed pourrait être évacué de la bande de Gaza

Delphine Noels
Amie d'Ahmed Moghrabi

”



Un graffeur, à Londres, en train de créer une image de street art du Dr Ahmed Moghrabi, chirurgien à l'hôpital Nasser de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza. © AFP.